

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 LE HAVRE

Le Havre, le 31/10/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2024

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

WEEECYCLING

13 RTE DES IFS

76400 Tourville-les-Ifs

Références : 20240829 Recolement AP
Code AIOT : 0003901259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement WEEECYCLING implanté 13 RTE DES IFS 76400 Tourville-les-Ifs.

L'inspection du 29 août 2024 avait pour objet de contrôler la bonne application par l'exploitant de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023, principalement sur la thématique des risques chroniques (suivi des rejets atmosphériques du four de fusion des métaux et des cartes électroniques, des rejets aqueux, de la qualité des eaux souterraines, de la surveillance environnementale autour du site).

D'autres sujets ont également été abordés, tels que les modalités d'acceptation des déchets de cartes électroniques sur le site, le suivi des installations électriques, la prévention du risque foudre, et les niveaux sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WEEECYCLING
- 13 RTE DES IFS 76400 Tourville-les-Ifs
- Code AIOT : 0003901259
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Centre de traitement de déchets

Attributs de l'inspection :

Contexte de l'inspection (*Récolement*)

Risques chroniques (*Déchets*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Protection de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.1.1	Demande d'action corrective	1 Mois
2	Limitation des rejets	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
3	Surveillance des rejets dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1	Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription	5 Mois
5	Surveillance des rejets dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1	Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
6	Surveillance de l'impact de l'activité du site sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.4	Demande d'action corrective	1 Mois
8	Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 3.5	Demande d'action corrective	1 Mois
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 5.1.3	Demande d'action corrective	2 Mois
12	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
13	Activité d'affinage thermique	Code de l'environnement du 24/11/2002, article R. 541-45	Demande d'action corrective	1 Mois
14	Activité d'affinage thermique	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 7.3	Demande d'action corrective	1 Mois
16	Mesure du niveau de bruit	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 4.1.1	Demande d'action corrective	30 Mois
18	Etiquetage des substances et mélanges classés comme dangereux	Règlement européen du 31/12/2008, article 17	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Surveillance des rejets dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1	
7	Limitation des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 3.3.1	
9	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 3.6	
11	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 5.1.5.2	
15	Dépollution des sols et gestion des terres polluées	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 7.8	
17	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 22	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

À l'issue de l'inspection du 29 août 2024, l'inspection des installations classées relève 3 non-conformités majeures à l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 autorisant et réglementant les activités exercées par la société WEEECYCLING sise à TOURVILLE-LES-IFS :

- Non-conformité 1 à l'article 2.3.1 « Surveillance des émissions atmosphériques canalisées » : absence de mise en œuvre par l'exploitant, depuis la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 13 octobre 2023 à l'exploitant, d'une autosurveillance au niveau du rejet n° 1 :
 - en continu sur les paramètres suivants : Débit, O₂, H₂O, poussières, substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), dioxyde de soufre (SO₂), monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO₂) exprimés en dioxyde d'azote (NO₂), monoxyde de carbone (CO), chlorure d'hydrogène (HCl), COV totaux et fluorure d'hydrogène (HF)
 - en semi-continu pour les dioxines et furanes chlorées (PCDD/PCDF)
 - trimestrielle pour l'acide bromhydrique.
 - Non-conformité 2 à l'article 2.2.1.1 « Émissions canalisées » : lors d'une campagne de mesures réalisées par un organisme extérieur, dépassements des valeurs limites d'émission réglementaires en concentration en NH₃ et en flux en NH₃ et OH au niveau des rejets atmosphériques du conduit n° 4
 - Non-conformité 3 à l'article 7.1.1.2 « Procédures, conditions d'admission et critères d'acceptabilité des déchets sur le site » : absence de recueil par l'exploitant des informations préalables avant admission sur le site des déchets de cartes électroniques
- et propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité :
- d'ici le 15 mars 2025, à l'article 2.3.1 « Surveillance des émissions atmosphériques canalisées »
 - d'ici le 15 janvier 2025, à l'article 2.2.1.1 « Émissions canalisées »
 - et d'ici le 15 décembre 2024, à l'article 7.1.1.2 « Procédures, conditions d'admission et critères d'acceptabilité des déchets sur le site » de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 autorisant et réglementant les activités exercées par la société WEEECYCLING sise à TOURVILLE-LES-IFS.

Des demandes d'actions correctives et de justificatifs sont également formulées auxquelles l'exploitant doit répondre dans les délais mentionnés dans le rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques Conduits et installations raccordées

Prescription contrôlée :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible/Alimentation	Autres caractéristiques / Installations de traitement des effluents atmosphériques
Conduit N° 1	Fours de fonderie et de traitement des déchets de cartes électroniques	5 fours d'une puissance totale de 1233.5 kW	Gaz naturel	<p>L'ensemble des rejets des 5 fours de la fonderie et de fusion est collecté et traité.</p> <p>L'installation de traitement des gaz est composée :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'une installation de post combustion (pour le four TBRC)- d'un filtre à manche avant rejet à l'atmosphère via une cheminée (pour les autres fours) <p>Les poussières récupérées par les filtres à manche sont récupérées en big-bag et évacuées à l'extérieur du site pour valorisation</p>

Constats :

Éléments de l'exploitant :

Le four de fusion des métaux et des cartes électroniques fonctionne depuis trois ans.

Le four fonctionne en continu avec la fusion des métaux et des cartes électroniques.

Un arrêt de 15 jours pour maintenance a été réalisé en août 2024.

Constats et analyse de l'inspection des installations classées :

L'inspection a porté sur le four de fusion des métaux et des cartes électroniques.

L'inspection des installations classées a constaté que les émissions atmosphériques du four de fusion étaient traitées par une installation de post-combustion puis par un filtre à manches avant rejet à l'atmosphère via une cheminée.

Deux big-bags permettent de récupérer les poussières des deux filtres à manches.

L'exploitant a installé une plate-forme sur la partie supérieure de la cheminée pour permettre les prélèvements des rejets atmosphériques (ponctuels lors des contrôles externes (présence d'une trappe) et, dans les prochains mois, pour l'installation des analyseurs en continu des rejets atmosphériques des installations raccordées).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 1 :

L'inspection des installations classées a constaté que la température de la post-combustion lue était de 684 °C. L'exploitant a précisé que la température de consigne pour la fusion était au minimum de 800 °C. La fusion n'avait pas commencé.

L'exploitant a précisé qu'une alarme sonore et visuelle se déclenche en cas de non atteinte de la température de consigne lors de la fusion avec déclenchement par l'opérateur d'actions correctives associées.

Cependant, l'exploitant a précisé qu'aucune consigne n'est rédigée mentionnant cette température minimale ainsi que les actions attendues en cas de non atteinte de la température.

L'article 9 b) « Conditions de combustion » de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, prescrit :

« Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée en continu. »

→ L'exploitant doit, sous 1 mois, justifier le respect des dispositions de l'article susvisé, et modifier sa température de consigne pour la fusion.

→ L'exploitant doit, sous 1 mois, rédiger une consigne / procédure mentionnant la température minimale des émissions atmosphériques dans le four de fusion qui doit être de 850°C pendant un minimum de 2 secondes au titre de l'article 9 b) « Conditions de combustion » de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, et les actions attendues (automatiques et par les opérateurs) en cas de non atteinte de cette température.

Demande d'action corrective n° 2 :

L'inspection des installations classées a constaté que la température d'entrée des fumées dans les filtres à manches était de 98,5 °C. L'exploitant a précisé que la température de consigne doit être inférieure à 180 °C.

L'exploitant a précisé qu'une alarme sonore et visuelle se déclenche en cas de température supérieure à la température de consigne avec déclenchement par l'opérateur d'actions correctives associées.

Cependant, l'exploitant a précisé qu'aucune consigne n'est rédigée mentionnant cette température maximale ainsi que les actions attendues en cas de dépassement de la température.

→ L'exploitant doit, sous 1 mois, rédiger une consigne / procédure mentionnant la température maximale d'entrée des fumées dans les filtres à manches et les actions attendues (automatiques et par les opérateurs) en cas de dépassement de cette température.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais :	1	Mois
-------------------------	---	------

N° 2 : Limitation des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques Emissions canalisées

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Conduit n° 1		
Concentration en O ₂ de référence: 11%	Concentration en moyenne journalière (en mg/Nm ³)	Concentration en moyenne sur une demi-heure (mg/Nm ³)	Flux (g/h)
Poussières totales	10	30	281
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10	20	281
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50	200	1405
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote (NO ₂)	200	400	5620
Monoxyde de carbone (CO)	50	/	1405
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10	60	281
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	4	28,1
Ammoniac (NH ₃)	30		843
Mercure et ses composés, exprimés en Mercure (Hg)	0,05	/	1,4
Dioxines et furanes chlorés (PCDD/PCDF)	0,1 ng/Nm ³	/	2810 ng/h
Cadmium et ses composés, exprimés en Cadmium (Cd) thallium et ses composés exprimés en Thallium (Tl)	0,05	/	1,4
Totales autres métaux lourds: SbAsPbCrCoCuMnNiV	0,5	/	14
Acide bromhydrique (HBr)	5	/	140
Dioxines et furanes bromés (PBDD/PBDF)	/	/	/

Constats :

Éléments de l'exploitant :

À la suite de l'inspection et par message électronique du 26 septembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le rapport de mesures des rejets atmosphériques des rejets n° 1, 3, 4 et 5, réalisées du 15 au 18 juillet 2024 par un organisme extérieur.

Après réception par l'exploitant du rapport de contrôle susvisé, l'exploitant précise à l'inspection des installations classées solliciter, par courriel du 27 septembre 2024, une dérogation des valeurs limites d'émission en concentration corrigée en O₂ à 11 % sur le rejet n°1.

En effet, l'exploitant précise que, dans le cadre de la fusion des cartes électroniques pour la récupération des métaux stratégiques, il est essentiel de garantir un processus de combustion efficace, tant en termes de performance qu'en matière de respect des normes environnementales. Cependant, les mesures réglementaires actuelles des rejets atmosphériques, qui sont effectuées à un taux d'oxygène de 11 %, ne reflètent pas fidèlement les conditions réelles du processus, où les émissions sont en réalité à un taux d'oxygène de 20,5 %, c'est-à-dire en atmosphère oxydante.

Dans le procédé, la combustion du méthane s'effectue dans un environnement avec une concentration en oxygène tendant à 20,5 %, ce qui permet une combustion plus complète et plus propre permettant d'obtenir une oxydation parfaite du procédé.

De ce fait, l'exploitant demande une modification des valeurs limites d'émission réglementaires des rejets du conduit n° 1 dans des conditions reflétant plus précisément le procédé spécifique, afin d'obtenir une représentation plus juste des performances environnementales. L'ajout d'oxygène n'est pas mis en œuvre dans le cadre de dilution des polluants.

Analyse de l'inspection des installations classées :

Le rapport de mesures des rejets atmosphériques du rejet n° 1, réalisées du 15 au 18 juillet 2024 par un organisme extérieur et fourni par l'exploitant le 26 septembre 2024 :

- Ne permet pas de comprendre le fonctionnement des installations reliées au conduit n° 1 au moment des mesures. En effet :

→ Sur les déchets contenus dans le four de fusion et son fonctionnement au moment des mesures, le rapport manque de clarté car il précise :

- p. 31 : Nature des produits d'entrée et produits finis : Fusion d'alliage
- p. 31 : Lors des contrôles, uniquement des fours électriques en marche
- p. 32 : Four de fusion

Aussi, le four de fusion fonctionnant au gaz naturel (et les autres fours reliés au conduit n° 1 fonctionnent également au gaz naturel selon les données du dossier de demande d'autorisation environnementale), et ce four pouvant alternativement contenir des métaux ou des broyats de cartes électroniques, le rapport de mesures ne permet pas de connaître le type de déchets contenu dans le four de fusion au moment des mesures, ni même si le four de fusion a réellement fonctionné en conditions normales au moment des mesures.

→ Dans le cas où le four de fusion avait fonctionné au moment des mesures, la température de fonctionnement du four de fusion, au moment des mesures, n'est pas précisée tout comme la teneur en oxygène réelle du four de fusion, voire la précision d'autres paramètres importants pour la compréhension des résultats (horaires et durée de l'opération de fusion, notamment).

→ Le rapport ne permet pas de s'assurer que les mesures sont représentatives du fonctionnement du four de fusion. En effet, le deuxième jour de mesures, le rapport mentionne une période de mesures de deux heures ce qui n'est pas représentatif de l'activité du four de fusion et notamment d'une opération de fusion des cartes électroniques. Le premier jour, la durée des mesures est d'environ 6 heures, ce qui n'est également pas représentatif d'une opération de fusion des cartes électroniques.

Le procédé de l'exploitant constituant en des batchs, la période de mesures doit correspondre à l'ensemble d'une opération de fusion des cartes électroniques voire en plus, des autres types de batchs susceptibles d'être réalisés dans le four de fusion.

- Ne permet pas à l'inspection des installations classées de statuer sur la demande de l'exploitant relative à la modification des valeurs limites d'émission réglementaires des rejets du conduit n° 1 pour tenir compte d'une atmosphère enrichie en oxygène à 20,5 %, cette demande relevant de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 qui prescrit :

« Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 et celles spécifiées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V du présent arrêté. Toutefois, si les déchets sont incinérés dans une atmosphère enrichie en oxygène, les résultats des mesures peuvent être rapportés à une teneur en oxygène fonction de la particularité du cas d'espèce et fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ».

En effet, le rapport de mesures et la demande sont incomplètes pour pouvoir l'analyser (cf. Points d'incomplétude indiqués ci-dessus).

- Présente, pour le conduit n° 1, les concentrations mesurées et exprimées sur gaz sec : des écarts aux valeurs limites d'émission (VLE) en concentration (CO, COVt, dioxines et furanes chlorées - PCDD/PCDF -, poussières, Cadmium et ses composés exprimés en Cadmium (Cd) Thallium et ses composés exprimés en Thallium (Tl), Mercure et ses composés, total des autres métaux lourds, Fluorure d'Hydrogène) sont mentionnées pour une teneur en oxygène corrigée à 11 % d'O₂. Pour une teneur en oxygène de 20 %, aucun écart aux valeurs limites d'émission n'est relevé.

Il est à noter que les valeurs limites d'émission réglementaires, pour l'ensemble des flux, ne sont pas dépassées, ni pour une teneur en oxygène corrigée à 11 % d'O₂ ni pour une teneur en oxygène corrigée à 20 %.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatifs n° 1 :

L'inspection des installations classées n'est pas en mesure de :

- conclure sur la conformité ou non des rejets atmosphériques du conduit n° 1 au regard de la campagne de mesures réalisée en juillet 2024

- statuer sur la demande de l'exploitant de modification des valeurs limites d'émission réglementaires des rejets du conduit n°1 car le premier rapport de mesures externes des rejets atmosphériques du conduit n° 1 ne permet pas de comprendre le fonctionnement des installations reliées au conduit n° 1 au moment des mesures (opération de fusion en cours ou non, notamment) et les conditions de fonctionnement normal des installations (température du four, teneur en oxygène, notamment)

pour les motifs expliqués supra.

L'exploitant doit faire réaliser d'autres campagnes de mesures externes des rejets atmosphériques du conduit n° 1 telles que requises par les dispositions de l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 à une fréquence trimestrielle. Ces campagnes complémentaires devront permettre de statuer sur la conformité ou non des rejets atmosphériques du conduit n° 1, et permettre à l'exploitant d'argumenter sa demande au regard des conditions réelles de fonctionnement de ses installations au moment des mesures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais :	1	Mois
--------------------------------	----------	-------------

N° 3 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1			
Thème(s) : Risques chroniques Surveillance des émissions atmosphériques canalisées			
Prescription contrôlée :			
L'exploitant assure une surveillance du rejet n° 1 dans les conditions suivantes:			
Paramètre	Fréquences des mesures	Enregistrement (oui ou non)	Fréquence de transmission
Débit	En continu	oui	Trimestrielle
O ₂	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle
H ₂ O	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle
Poussières totales	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle
Paramètre	Fréquences des mesures	Enregistrement (oui ou non)	Fréquence de transmission
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle
Dioxyde de soufre (SO ₂)	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le	oui	Trimestrielle

	Comitéfrançais d'accréditation (COFRAC) ou par un organismesignataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de lacoordination européenne des organismes d'accréditation ou parun organisme agréé par le ministère en charge de l'inspectiondes installations classées		
Monoxyded'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO2)exprimés en dioxyde d'azote (NO2)	Encontinuetdeux mesures par an par un organisme accrédité par le Comitéfrançais d'accréditation (COFRAC) ou par un organismesignataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de lacoordination européenne des organismes d'accréditation ou parun organisme agréé par le ministère en charge de l'inspectiondes installations classées	oui	Trimestrielle
Monoxydede carbone (CO)	Encontinuetdeux mesures par an par un organisme accrédité par le Comitéfrançais d'accréditation (COFRAC) ou par un organismesignataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de lacoordination européenne des organismes d'accréditation ou parun organisme agréé par le ministère en charge de l'inspectiondes installations classées	oui	Trimestrielle
Chlorured'hydrogène (HCl)	Encontinuetdeux mesures par an par un organisme accrédité par le Comitéfrançais d'accréditation (COFRAC) ou par un organismesignataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de lacoordination européenne des organismes d'accréditation ou parun organisme agréé par le ministère en charge de l'inspectiondes installations classées	oui	Trimestrielle
COVtotaux	Encontinuetdeux mesures par an par un organisme accrédité par le Comitéfrançais d'accréditation (COFRAC) ou par un organismesignataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de lacoordination européenne des organismes d'accréditation ou parun organisme agréé par le ministère en charge de l'inspectiondes installations classées	oui	Trimestrielle
Fluorured'hydrogène (HF)	Encontinuetdeux mesures par an par un organisme accrédité par le Comitéfrançais d'accréditation (COFRAC) ou par un organismesignataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de lacoordination européenne des organismes d'accréditation ou parun organisme agréé par le ministère en charge de	oui	Trimestrielle

	l'inspection des installations classées		
Ammoniac (NH ₃)	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	non	Semestrielle
Mercure et ses composés, exprimés en Mercure (Hg)	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	non	Semestrielle
Paramètre	Fréquence des mesures	Enregistrement (oui ou non)	Fréquence de transmission
Dioxines et furanes chlorés (PCDD/PCDF)	Mesure en semi-continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle
Cadmium et ses composés, exprimés en Cadmium (Cd) et ses composés exprimés en Thallium (Tl)	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	non	Semestrielle
Totale des autres métaux lourds : Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	non	Semestrielle
Acide bromhydrique (HBr)	Trimestrielle En fonction des résultats obtenus lors de la première année de mesures, la	oui	Semestrielle

	fréquence pourra être revue sur proposition de l'exploitant à l'inspection des installations classées et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées		
Dioxines et furanes bromés (PBDD/PBDF)	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	non	Semestrielle

Au cours de la première année d'exploitation, les mesures externes de l'ensemble des composés visés par le tableau ci-dessus est réalisée tous les trois mois. Les résultats des teneurs en métaux font apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Constats :

Éléments de l'exploitant :

1- Autosurveillance de l'exploitant dont analyses en continu

L'exploitant précise ne pas encore avoir installé les analyseurs en continu pour les paramètres devant être mesurés en continu réglementairement (débit, O₂, H₂O, poussières, COT, SO₂, NO₂, CO, HCl, COV totaux, fluorure d'hydrogène) en raison de difficultés à trouver des analyseurs adaptés et à un coût économiquement acceptable.

L'exploitant a présenté le bon de commande daté du 07 juin 2024 signé avec le fournisseur pour la fourniture des analyseurs en continu, et l'offre commerciale associée.

Selon le planning du fournisseur :

- L'approvisionnement du matériel aura lieu du 02 juillet 2024 au 16 décembre 2024
- Les travaux d'installation et de raccordement auront lieu du 15 novembre 2024 au 06 janvier 2025
- La mise en service est prévue entre le 07 janvier 2025 et le 17 janvier 2025 (le premier QAL 2 est prévu entre le 03 et le 05 mars 2025, soit 6 mois à compter de la date de l'inspection)
- La réception est prévue entre le 17 janvier et le 16 avril 2025.

Le coût des analyseurs s'élève à environ 300 k€ TTC.

Analyse de l'inspection des installations classées :

L'offre commerciale décrivant les analyseurs en continu qui sont prévus d'être installés sur le site WEEECYCLING de TOURVILLE-LES-IFS ne comporte pas de matériel pour la mesure en continu des

COV totaux.

Par ailleurs, l'exploitant ne prévoit pas de mesures trimestrielles d'acide bromhydrique (HBr) en autosurveillance, après mars 2025 (période d'installation prévue des analyseurs en continu).

L'exploitant a fourni :

- le devis signé du 10 janvier 2024 pour la réalisation par un organisme accrédité de la surveillance semestrielle des paramètres visés à l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, pour le conduit n° 1
- la commande du 09 juin 2024 pour la réalisation par un organisme accrédité de la seconde campagne de surveillance semestrielle des paramètres visés à l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, pour le conduit n° 1.

Analyse de l'inspection des installations classées :

- Le devis signé du 10 janvier 2024, pour la réalisation par un organisme accrédité de la surveillance semestrielle des paramètres visés à l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, ne porte pas sur le carbone organique total (COT) pourtant visé à l'article 2.3.1 susvisé

- Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant que l'article 2.3.1 prescrit que : « *Au cours de la première année d'exploitation, les mesures externes de l'ensemble des composés visés par le tableau ci-dessus est réalisée tous les trois mois. Les résultats des teneurs en métaux font apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme* ».

Or, l'exploitant n'a fait réaliser qu'une seule mesure (le 13 juillet 2024) depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 13 octobre 2024 et avait prévu des mesures semestrielles.

À la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un devis signé du 06 septembre 2024, pour la réalisation d'une campagne supplémentaire des rejets du conduit n° 1 (le paramètre COT est manquant).

De ce fait, l'exploitant a précisé qu'un contrôle externe sera réalisé en octobre 2024 puis en décembre 2024 et que les prochains contrôles seront réalisés par l'analyseur en continu sur le rejet n° 1 à partir de mars 2025.

Proposition de mise en demeure n° 1 :

L'absence de mise en œuvre par l'exploitant, depuis la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 13 octobre 2023 à l'exploitant, d'une autosurveillance des rejets atmosphériques au niveau du rejet n° 1 :

- en continu sur les paramètres suivants : Débit, O₂, H₂O, poussières, substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), dioxyde de soufre (SO₂), monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO₂) exprimés en dioxyde d'azote (NO₂), monoxyde de carbone (CO), Chlorure d'hydrogène (HCl), COV totaux et Fluorure d'hydrogène (HF)
- en semi-continu pour les dioxines et furanes chlorées (PCDD/PCDF)
- trimestrielle pour l'acide bromhydrique (HBr)

constitue une non-conformité majeure aux dispositions réglementaires de l'article 2.3.1 « Surveillance des émissions atmosphériques canalisées » de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 13 octobre 2023 applicable au site WEECYCLING de TOURVILLE-LES-IFS.

L'exploitant s'étant engagé à mettre en œuvre l'autosurveillance susvisée dans un délai de 5 mois, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter, d'ici le 15 mars 2025, l'article 2.3.1 « Surveillance des émissions atmosphériques canalisées » de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 13 octobre

2023 applicable au site WEEECYCLING de TOURVILLE-LES-IFS, pour les dispositions relatives à la mise en œuvre de l'autosurveillance des rejets atmosphériques du rejet n° 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 3 :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 1 mois :

- d'intégrer les paramètres COV totaux aux mesures en continu à mettre en place
- de mettre en œuvre une autosurveillance à une fréquence trimestrielle du paramètre acide bromhydrique (HBr) à compter de mars 2025 (des mesures externes par un organisme accrédité à fréquence trimestrielle sont prévues d'être réalisées pour l'ensemble des paramètres visés réglementairement jusqu'à mars 2025, cf. point infra)

en application des dispositions réglementaires.

Demande d'action corrective n° 4 :

L'exploitant devra envoyer à l'inspection des installations classées, dès réception, les résultats des mesures sur les rejets atmosphériques du rejet n° 1 réalisées en octobre 2024 puis en décembre 2024 par un organisme externe accrédité.

À l'issue des campagnes d'octobre et décembre 2024, et si les résultats sont conformes, la fréquence des mesures à réaliser par un organisme accrédité par le COFRAC pour l'ensemble des paramètres sera semestrielle, en plus de l'autosurveillance à réaliser par l'exploitant (analyses en continu sur certains paramètres, en semi-continu pour les dioxines et furanes chlorées et trimestrielle pour l'acide bromhydrique).

Aussi, à partir de mars 2025, l'exploitant devra continuer à faire réaliser cette surveillance externe par un organisme accrédité.

Demande d'action corrective n° 5 :

L'exploitant doit ajouter le paramètre COT dans le programme de contrôle, par un organisme extérieur accrédité, des rejets atmosphériques du conduit n° 1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 Mois

N° 4 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1		
Thème(s) :Risques chroniques Surveillance des émissions atmosphériques canalisées		
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance du rejet 2 dans les conditions suivantes :		
Paramètre	Fréquence des mesures	Fréquence de transmission
Débit	Semestrielle	Semestrielle
Poussières totales		
Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre)		
NOx en équivalent NO2		
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)		
COVNM		
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF)		
Dioxines et furannes		
Plomb et ses composés (exprimés en Pb)		
Cadmium, mercure et thallium, et leurs composés (exprimés en Cd Hg Tl)		
Arsenic, sélénium et tellure, et leurs composés (exprimés en As Se Te)		
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc et de leurs composés (exprimés en Sb Cr Co Cu Sn Mn Ni V Zn)		
Brome et composés inorganiques gazeux du brome exprimés en HBr		
Constats : <u>Éléments de l'exploitant :</u> Les sécheurs de l'activité de fonderie et de traitement thermique (dont les rejets atmosphériques sont reliés au conduit n° 2 non encore construit) n'ont pas été installés, d'où l'absence de mesures de ces rejets atmosphériques lors de la campagne de mesures externes de juillet 2024.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 5 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1		
Thème(s) :Risques chroniques Surveillance des émissions atmosphériques canalisées		
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance des rejets 3 et 4 dans les conditions suivantes:		
Paramètre	Fréquence des mesures	Fréquence de transmission
Débit	Annuelle	Annuelle
SO2		
NOX en équivalent NO2		
NH3		
Chrometotal		
Acidité totale exprimée en H		
Alcalin exprimés en OH		
Chrome VI		
HF, exprimé en F		
Ni		
CN		
L'exploitant assure une surveillance du rejet 5 dans les conditions suivantes:		
Paramètre	Fréquence des mesures	Fréquence de transmission
Débit	6 mois après délivrance de l'autorisation puis tous les 3 ans	Dans les 2 mois suivant la mesure
Poussières		
Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air susvisées pour les points de rejet 2, 3, 4 et 5 sont effectuées par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.		
Constats : <u>Analyse de l'inspection des installations classées :</u> À la suite de l'inspection et par message électronique du 26 septembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le rapport de mesures des rejets atmosphériques des rejets des conduits n° 1, 3, 4 et 5, réalisées du 15 au 18 juillet 2024 par un organisme extérieur. Concernant le point de rejet n° 3, aucun dépassement des valeurs limites réglementaires d'émission n'a été constaté. Concernant le point de rejet n° 4, des dépassements des valeurs limites réglementaires d'émission (VLE) sont constatés pour les paramètres suivants :		

- NH₃ : en concentration (77,96 mg/Nm³ mesurés, VLE : 30 mg/Nm³), et en flux (399 g/h mesurés, VLE : 60 g/h)

- Alcalins exprimés en OH : en flux (22,04 g/h, VLE : 20 g/h).

L'exploitant déclare investigué les raisons de ces dépassements mais n'a pas de réponse à ce stade.

Proposition de mise en demeure n° 2 :

Au vu des dépassements des paramètres NH₃ et OH lors de la mesure réalisée en juillet 2024 par un organisme extérieur au niveau du point de rejet n° 4, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de se conformer, d'ici le 15 janvier 2025, aux dispositions réglementaires de l'article 2.2.1.1 «Émissions canalisées» de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 en respectant les valeurs limites d'émission réglementaires en NH₃ et OH applicables aux rejets atmosphériques du conduit n° 4.

Concernant le point de rejet n° 5, le débit nominal mesuré (8283 Nm³/h) et la vitesse minimale d'éjection mesurée (8,99 m/s) n'atteignent pas les exigences réglementaires de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral ne sont pas atteints (respectivement, 9012 Nm³/h et 20,4 m/s).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 6 :

L'exploitant doit justifier, sous 1 mois, concernant le point de rejet n° 5, les raisons pour lesquelles le débit nominal mesuré (8283 Nm³/h) et la vitesse minimale d'éjection mesurée (8,99 m/s) n'atteignent pas les exigences réglementaires de l'article 2.1.2 « Conditions générales de rejet » de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 (respectivement, 9012 Nm³/h et 20,4 m/s), ou mener les actions correctives nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 Mois

N° 6 : Surveillance de l'impact de l'activité du site sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.4	
Thème(s) : Risques chroniques Surveillance dans l'environnement	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'activité du site sur l'environnement au voisinage de l'installation, dans trois milieux (air ambiant, sols et lichens) sous sa responsabilité et à ses frais.</p> <p>Cette surveillance s'effectue au niveau de cinq stations de mesure : une au niveau des retombées maximales, trois au niveau des zones habitées proches du projet et une station témoin.</p> <p>La surveillance porte sur les composés suivants:</p>	
Milieu	Composés soumis à la surveillance
Air ambiant	Poussières, métaux (Cadmium (Cd), Thallium (Tl), Mercure (Hg), Antimoine (Sb), Arsenic (As), Plomb (Pb), Chrome (Cr), Cobalt (Co), Cuivre (Cr), Manganèse (Mn), Nickel (Ni) et Vanadium (V)), dioxines/furannes chlorées PCDD/PCDF et bromées PBDD/PBDF (17 congénères toxiques pour les dioxines chlorées) et les PCB dioxine like, par jauge Owen selon la norme NF X43-014 Gaz (NO ₂ , SO ₂ , HCl et HF) par prélèvement d'air sur tubes Radiello 166/169
Sols	Mesure des métaux (Cadmium (Cd), Thallium (Tl), Mercure (Hg), Antimoine (Sb), Arsenic (As), Plomb (Pb), Chrome (Cr), Cobalt (Co), Cuivre (Cr), Manganèse (Mn), Nickel (Ni) et Vanadium (V)) et dioxines/furannes chlorées PCDD/PCDF et bromées PBDD/PBDF (17 congénères toxiques pour les dioxines chlorées) par prélèvement des sols
Lichens	Mesure des métaux (Cadmium (Cd), Thallium (Tl), Mercure (Hg), Antimoine (Sb), Arsenic (As), Plomb (Pb), Chrome (Cr), Cobalt (Co), Cuivre (Cr), Manganèse (Mn), Nickel (Ni) et Vanadium (V)) et dioxines/furannes chlorées PCDD/PCDF et bromées PBDD/PBDF (17 congénères toxiques pour les dioxines chlorées) par prélèvement des lichens selon la norme NF X 43-904
<p>Cette surveillance s'effectue par une campagne annuelle de mesures en période haute d'activité.</p> <p>Toute évolution du programme de surveillance fait l'objet d'une proposition de l'exploitant adressée à l'inspection des installations classées, et ne peut être mise en œuvre qu'après accord de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant prévoit notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :</p> <p>1- Avant la mise en service de l'installation (point zéro)</p> <p>Est ajoutée la détermination de la concentration des polluants suivants dans l'environnement : NO_x/NO₂, poussières totales/PM₁₀, SO₂, HCl et HF</p> <p>2- Dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation</p> <p>3- Après la période initiale, selon une fréquence annuelle.</p> <p>2.4.1 Surveillance dans le milieu air ambiant</p> <p>Les métaux, poussières et dioxines / furannes sont prélevés au moyen de collecteurs de précipitation (jauges de type Owen, norme NF X 43-014), pendant une durée d'1 mois.</p> <p>L'exploitant met en place une station météorologique durant la période de mesures afin d'évaluer la</p>	

dispersion de la pollution et l'influence des vents (direction et force du vent, température, pression atmosphérique, humidité, pluviométrie).

Pour les gaz, les méthodes de prélèvement sont les suivantes :

- Tubes Radiello 166 par chromatographie liquide : NO₂, SO₂ et HF
- Tubes Radiello 169 par chromatographie liquide : HCl.

pendant une durée de 14 jours.

2.4.2 Surveillance dans le milieu Sols

Les prélèvements de sols se font :

- pour les sols non remaniés (espaces verts, jardins d'enfants...) : prélèvement dans les trois premiers centimètres
- pour les sols agricoles et les jardins potagers : prélèvement dans les 20 premiers centimètres des sols (partie du sol remaniée et intéressant les racines).

Les échantillons sont composés de plusieurs prises élémentaires (3 à 10) prélevées à la tarière manuelle sur une surface comprise entre 1 et 10 m² de manière à constituer un échantillon moyen composite représentatif de la zone étudiée.

Chaque station fait l'objet d'une fiche descriptive avec photographie et positionnement sur un référentiel où sont également reportés :

- le lieu de prélèvement
- le matériel de prélèvement et les modalités de prélèvement
- la nature du support (terre végétale, sols naturels, etc.)
- la profondeur et la méthodologie d'échantillonnage
- l'environnement du lieu de prélèvement (jardins, milieu urbanisé, présence d'axe routier...)
- les paramètres d'analyses prévues
- le conditionnement des échantillons.

2.4.3 Surveillance dans le milieu « organismes vivants » (lichens)

Cette surveillance s'effectue selon la norme NF X 43-904.

Chaque station fait l'objet d'une fiche descriptive avec photographie et positionnement sur un référentiel où sont également reportés :

- le lieu de prélèvement
- le matériel de prélèvement et les modalités de prélèvement
- l'environnement du lieu de prélèvement (jardins, milieu urbanisé, présence d'axe routier, etc.)
- les paramètres d'analyses prévues
- le conditionnement des échantillons.

2.4.4 Localisation des stations de mesures

Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

L'exploitant transmet pour avis à l'inspection des installations classées avant la campagne de mesures de l'état zéro, sa proposition de localisation des points de mesure dans l'environnement.

2.4.5 Résultats du programme de surveillance

Dans un délai de 3 mois à l'issue de la campagne de surveillance de l'impact de l'activité du site sur l'environnement au voisinage de l'installation, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les résultats de cette campagne accompagnés par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus, avec tous commentaires de compréhension utiles.

Constats :

Éléments de l'exploitant :

La campagne « point zéro » qui devait être effectuée avant la mise en service de l'installation n'a pas été réalisée.

L'exploitant précise avoir rencontré des difficultés avec les organismes de contrôle au vu de la spécificité du plan d'analyse.

La commande ferme a été passée en avril 2024 et la première prestation de surveillance a été réalisée sur la période de mai, juin et juillet 2024 :

Les dispositifs de mesure dans l'air ambiant (tubes passifs) ont été exposés pendant 12 jours, du 23 mai au 04 juin 2024. Les collecteurs de précipitations (jauges Owen) ont été exposés pendant 30 jours, du 03 juin au 03 juillet 2024. Les prélèvements des lichens ont été réalisés le 04 juin 2024 et ceux des sols le 03 juillet 2024.

À la suite de l'inspection, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le premier rapport de surveillance environnementale réalisée en juin et juillet 2024 dont les principales conclusions sont les suivantes :

Dans leur ensemble, les résultats décrivent une situation conforme aux niveaux attendus hors impact industriel. L'influence des installations WEEECYCLING est visible uniquement en limite de site (station 1), sous la forme de dépôts de poussières et de quelques métaux, qui restent cependant localisés et d'ampleur modérée. Des niveaux prononcés de manganèse dans les jauges et les lichens et de PCDD/F dans les sols ont été relevés sur la station 3 pourtant peu exposée aux vents en provenance de l'usine, ce qui ne permet pas d'établir un lien entre ces valeurs atypiques et le site WEEECYCLING.

L'exploitant précise que la prochaine campagne de surveillance environnementale aura lieu en octobre et novembre 2024.

A la suite de l'inspection, il a transmis le devis signé avec l'organisme extérieur en date du 06 septembre 2024 pour la réalisation de la prochaine campagne de surveillance environnementale à 3/6 mois.

Analyse de l'inspection des installations classées :

La première surveillance environnementale n'a pas été réalisée par l'exploitant avant la mise en service de l'installation (point zéro). En effet, le four de fusion est en fonctionnement en continu depuis au moins octobre 2023.

Aussi, ce « point zéro » ne pourra jamais être mesuré et cette première campagne de mesures a été réalisée alors que les installations étaient mises en service.

Par ailleurs, la première surveillance environnementale ne respecte pas en tous points les prescriptions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 13 octobre 2023 applicable au site. En effet :

- Les prélèvements des gaz NO₂, SO₂, HF et HCl ont été réalisés sur 12 jours alors que les dispositions réglementaires prescrivent une durée de prélèvement de 14 jours
- L'arrêté préfectoral prescrit que lors de la première campagne, les NOx et poussières PM10 devaient

également être mesurées dans le milieu « air ambiant », ce qui n'a pas été réalisé lors de la première campagne de mesures

- Les retombées atmosphériques n'ont pas porté sur les PCB dioxin-like
- pour la surveillance dans le milieu « organismes vivants » (lichens), le rapport ne précise pas l'environnement de chaque lieu de prélèvement (jardins, milieu urbanisé, présence d'axe routier, etc.).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 7 :

Lors de la prochaine campagne de surveillance de l'impact de l'activité du site sur l'environnement au voisinage de l'installation prévue en octobre/novembre 2024 et lors des campagnes suivantes, l'exploitant doit respecter l'ensemble des dispositions de l'article 2.4 « Surveillance de l'impact de l'activité du site sur l'environnement au voisinage de l'installation » de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 13 octobre 2023, et notamment :

- Les prélèvements des gaz NO₂, SO₂, HF et HCl doivent respecter une durée de 14 jours
- les NOx et poussières PM10 doivent également être mesurés dans le milieu « air ambiant » (seulement pour la campagne prévue en octobre/novembre 2024)
- Les mesures des retombées atmosphériques doivent également porter sur les PCB dioxin-like.

Par ailleurs, pour la surveillance dans le milieu « organismes vivants » (lichens), le rapport doit préciser l'environnement de chaque lieu de prélèvement (jardins, milieu urbanisé, présence d'axe routier, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 7 : Limitation des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques Caractéristiques des rejets externes

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré (effluents en sortie du séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le bassin technique), les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Valeurs limites de rejet
Matières en suspension (MES)	150mg/l
DCO sur effluent non décanté	125mg/l
DBO5	30mg/l
Hydrocarbures totaux	5mg/l
Indices cyanures totaux	0,1mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Fer, Aluminium et composés (en Fe Al)	5mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Cadmium et ses composés	25µg/l
Chrome et ses composés (en Cr)	0,1mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome hexavalent et ses composés (en Cr6)	50µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Mercure et ses composés	25µg/l
Cuivre et ses composés (en Cu)	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Étain et ses composés (en Sn)	2mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	0,2mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	0,1mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Arsenic et ses composés	25µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j

3.4 Surveillance des rejets

3.4.1 Contrôle des rejets

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets aqueux visés au point 3.3.1 du présent arrêté.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les prélèvements et les analyses sont réalisées selon les normes en vigueur et réalisées au moins deux fois par an par un laboratoire agréé.

Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constats de l'inspection des installations classées :

Sur le terrain, l'inspection a constaté que :

- Les eaux pluviales de toiture, voiries et parkings sont traitées par débourbeur-déshuileur avant d'être acheminées vers un bassin technique (art. 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du site) disposant d'une surverse vers un bassin d'infiltration où elles sont infiltrées dans le sol (art. 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du site)
- Le réseau de collecte des eaux de voirie associée à l'aire de dépotage / stockage des produits chimiques est doté d'une vanne de barrage.

Éléments de l'exploitant :

L'exploitant a transmis les rapports des analyses des eaux pluviales en date des 06 juin 2023 et 26 juin 2024 (absence de dépassement des valeurs limites d'émission).

L'exploitant a présenté lors de l'inspection un devis en date du 14 juin 2024 pour la réalisation à une fréquence semestrielle des analyses des eaux pluviales par un organisme accrédité.

La prochaine campagne d'analyses est programmée en novembre/décembre 2024.

Le séparateur d'hydrocarbures est muni d'un obturateur étanche.

L'exploitant précise qu'un nettoyage annuel du séparateur d'hydrocarbures est réalisé par une société spécialisée et a présenté le bordereau de suivi des déchets correspondants en date du 14 juin 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 3.5

Thème(s) : Risques chroniques Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

1° Une surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable considérant le contexte naturel compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation, les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier est mise en place.

2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :

- le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;
- les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ;
- la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

3° Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées. L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM. 4° Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français

d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.

Les eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel, etc.) sont, selon les contextes et possibilités techniques liés au site : rejetées au réseau d'assainissement (eaux usées ou eaux pluviales avec une convention de rejet établie avec l'exploitant du réseau), rejetées dans une station de traitement présente sur site, éliminées en centres agréés, ou rejetées dans le milieu naturel (avec, si nécessaire, une autorisation au titre de la loi sur l'eau). 5° Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance. Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite.

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées l'étude hydrogéologique préalable définie au point 1° à 3° susvisée.

Constats :

Éléments de l'exploitant :

L'étude hydrogéologique a été transmise par message électronique du 06 octobre 2023.

Les eaux souterraines n'ont pas encore été contrôlées car les piézomètres ont été installés le 09 août 2024.

À la suite de l'inspection, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le 09 septembre 2024 :

- Le bon de commande du 09 juin 2024 avec un prestataire extérieur pour le contrôle des eaux souterraines suivant l'offre commerciale associée
- L'offre commerciale signée du 05 septembre 2024 du prestataire extérieur pour la réalisation du contrôle (prélèvements, analyses et interprétation) des eaux souterraines durant la première année de suivi, c'est-à-dire pendant deux campagnes : basses eaux (octobre 2024) et hautes eaux (mars 2025), sur les trois piézomètres du site.

Analyse de l'inspection des installations classées :

Sont manquants dans l'offre commerciale susvisée, la mesure dans les eaux souterraines des paramètres suivants :

- Cyanures, Bore, Brome, sulfures et phosphore (cf. Programme du bureau d'études de janvier 2024)
- Chrome hexavalent et étain.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 8 :

L'exploitant doit ajouter la mesure des paramètres suivants lors des contrôles externes des eaux souterraines : Cyanures, Bore, Brome, sulfures, phosphore, Chrome hexavalent et étain, ou justifier de

ne pas les retenir.		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande d'action corrective	
Proposition de délais :	1	Mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques Optimisation de la gestion de l'eau
Prescription contrôlée : Dans un délai de 1 an après la mise en service du site, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une analyse de son optimisation de la gestion de l'eau en cas de sécheresse. Cette analyse permet de définir plusieurs options possibles de réduction temporaire de consommation d'eau et une étude technico-économique de faisabilité des options choisies.
Constats : <u>Éléments de l'exploitant :</u> L'exploitant déclare ne pas avoir initié de démarche pour la réalisation de l'analyse susvisée. Il précise suivre sa consommation en eau : 655 m ³ du 31/10/23 au 28/06/24. A la suite de l'inspection, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées un courrier lui indiquant qu'il s'engage à fournir cette étude avant fin de semaine 43 de l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 5.1.3		
Thème(s) : Risques chroniques Entretien		
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...]		
Constats : <u>Éléments de l'exploitant :</u> L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> - Le compte-rendu Q18 de vérification annuelle des installations électriques du 08 décembre 2023 effectué par un organisme extérieur. Ce rapport mentionne un écart : présence de traces d'échauffement sur une connexion avec une action immédiate à faire - Le rapport d'examen du 07 décembre 2023 d'installations électriques par thermographie infrarouge avec délivrance du compte-rendu Q19, effectué par un organisme extérieur et mentionnant une anomalie - Le rapport d'intervention en date du 18 décembre 2023 de levée en interne de la non conformité mentionnée dans les comptes-rendus Q18 et Q19. <u>Analyse de l'inspection des installations classées :</u> Le compte-rendu Q18 de vérification annuelle des installations électriques du 08 décembre 2023 effectué par un organisme extérieur mentionne : <ul style="list-style-type: none"> - Une vérification partielle des installations électriques (pour absence de possibilité de coupure électrique) - Une mention précisant que « <i>l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion</i> » du fait d'un danger signalé pour la première fois relatif à la présence de trace d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique. La non-conformité a été levée par l'exploitant le 18 décembre 2023 (intervention réalisée en interne, ce qui est autorisé).		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande d'action corrective n° 9 :</u> Lors du prochain contrôle annuel des installations électriques par un organisme extérieur, l'exploitant doit s'organiser pour que la vérification porte sur l'ensemble des installations électriques. Dans le cas contraire, l'inspection des installations classées proposera des suites administratives.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 2 Mois		

N° 11 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 5.1.5.2

Thème(s) : Risques chroniques Bassin technique de confinement

Prescription contrôlée :

Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction d'incendie est de 1200 m³. Ce volume est disponible en tout temps.

Le creux du bassin technique correspondant au volume de 1555 m³ est matérialisé et ne peut être dépassé.

En fonctionnement normal, le bassin technique dispose d'une surverse permettant une infiltration dans le milieu naturel.

En cas d'incendie, une vanne de barrage étanche permet de stopper le rejet du bassin technique vers le milieu naturel.

Cette vanne de barrage est facilement obturable et l'organe de manœuvre facilement identifiable, même en conditions nocturnes.

Les eaux d'extinction sont pompées et envoyées pour traitement dans les filières autorisées.

Une entreprise extérieure réalise le pompage du bassin moins de 48 h après un incendie. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le contrat entre l'exploitant et le vidangeur pour l'intervention dans le délai requis.

Un curage est ensuite réalisé pour extraire les sédiments pollués.

L'accès au bassin technique est aménagé pour la réception des camions de pompage et est toujours accessible (hors zone d'effet) en cas d'incendie.

Une aire de stationnement est disponible pour les camions de pompage.

Le pompage est réalisé directement par les camions de pompage.

Constats :

Éléments de l'exploitant :

À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis en amont de l'inspection, les résultats des contrôles internes réalisés sur les deux vannes de barrage du site :

- Le réseau de collecte des eaux de voirie associée à l'aire de dépotage / stockage des produits

chimiques est doté d'une vanne de barrage

- Une vanne permet de couper l'infiltration de la surverse au niveau du bassin technique.

Les contrôles ont eu lieu les 16 janvier et 31 janvier 2024 sur les deux vannes de barrage (conformes). L'exploitant précise qu'un contrôle à fréquence trimestrielle est désormais planifié dans le logiciel de maintenance (prochain contrôle le 09 novembre 2024).

Constats et analyse de l'inspection :

L'inspection a constaté que :

- en cas d'incendie, une vanne de barrage permet de couper l'infiltration vers la surverse, faisant de ce bassin technique un bassin de confinement des eaux d'incendie

- l'organe de manœuvre de la vanne de barrage est identifiable

- l'accès au bassin technique est aménagé pour la réception des camions de pompage (présence de graviers).

Les rapports de contrôle des deux vannes de barrage du site qui ont été fournis par l'exploitant ne précisent pas les tests réalisés (manœuvrabilité ? Étanchéité ?).

À la suite de l'inspection, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le mode opératoire révisé tenant compte des observations de l'inspection des deux vannes de barrage du site. Le mode opératoire précise notamment des tests de manœuvrabilité et d'étanchéité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 7.1.1

Thème(s) : Risques chroniques Déchets de cartes électroniques

Prescription contrôlée :

7.1.1.1 Activité de réception des déchets et des admis sur site

Les déchets admis sur le site sont les suivants et au maximum :

- 15 t/j de déchets de cartes électroniques [...]

Les DEEE réceptionnés sur le site peuvent être de type complet (n'ayant pas subi de première phase de traitement, de tri ou démantèlement) ou fraction (ayant subi une première phase de traitement manuel ou mécanique) :

Seuls, les déchets de la liste suivante sont admis sur site. L'admission de tout autre déchet est soumis à l'avis de l'inspection.

Type de déchets d'équipements électriques et électroniques	Complet ou fraction	Code nomenclature (Décision n° 2000/532/CE du 03/05/00)
Carte électronique	Fraction	16 02 16

7.1.1.2 Procédures, conditions d'admission et critères d'acceptabilité des déchets sur le site

Avant d'admettre un déchet sur le site et en vue de vérifier son admissibilité au regard de la liste mentionnée à l'article 7.1.1.1 et des critères définis par les présentes prescriptions à suivre, l'exploitant demande au producteur du déchet, au collecteur ou au détenteur qui lui apporte le déchet une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information comporte à minima les éléments suivants :

- description de sa nature, son apparence physique, sa source et son origine
- description du processus de production du déchet (collecte de DEEE, tri, dépollution de DEEE, broyage, etc)
- données concernant la composition du déchet et sa caractérisation en dangerosité ou non (le cas échéant, accompagnées des analyses et preuves nécessaires à démontrer sa non dangerosité)
- code du déchet conformément à la décision n° 2000/532/CE du 03/05/00
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de sa gestion et en particulier de l'installation d'entreposage.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.

Pour les déchets de cartes électroniques et autre déchets susceptibles d'être dangereux, l'information est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant.

Ne sont pas admis sur le site, quel que soit le type de déchets et quelle que soit l'installation de traitement des déchets réceptrice :

- les déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement autres que des DEEE, batteries et piles
- tout déchet dont la teneur en PCB, tel que définie dans le décret n° 2001-63 du 18 janvier 2001, dépasse 50 ppm en masse
- les déchets explosifs.

Ne sont pas admis sur les unités de broyage et de traitement thermique, quel que soit le type de déchets :

- les déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- les déchets contenant des polluants organiques persistants (Substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019) ;
- les déchets qui ne sont pas composés uniquement de métaux ou qui ne sont pas issus de cartes électroniques non dangereux ;
- tout déchet dont la teneur en PCB, tel que définie dans le décret n° 2001-63 du 18 janvier 2001, dépasse 50 ppm en masse ;
- les déchets explosifs.

Tout déchet non conforme aux critères d'admission mentionnés dans le présent arrêté est refusé et est dirigé vers une installation dûment autorisée à le recevoir.

7.1.1.3 Critères d'acceptabilité des déchets de (ou issus de) cartes électroniques ou circuits imprimés

En sus des critères mentionnés à l'article 7.1.1.2 susvisé, l'exploitant s'assure que seuls sont acceptées dans le broyeur puis dans le four de fusion les déchets de (ou issus de) cartes électroniques ou circuits imprimés déchets non dangereux ayant été préalablement dépollués (sans piles ou autres composants dangereux) par les fournisseurs avant leur arrivée sur site ou par l'atelier de dépollution du site et dont les seuils d'acceptation en mercure, plomb, nickel et brome définis dans le tableau suivant sont respectés :

Composé	Unité	Concentration acceptée
Mercure (Hg)	mg/kg	0,3
Nickel (Ni)	mg/kg	2250
Plomb (Pb)	mg/kg	6730

Brome (Br) mg/kg 9640

À réception, l'exploitant réalise une inspection visuelle pour vérifier que les cartes réceptionnées ou dépolluées sont conformes à ces critères d'admission.

Au moins une fois par an, l'exploitant procède au prélèvement d'un échantillon représentatif des déchets de cartes électroniques admis sur l'installation de traitement thermique et procède à leur caractérisation au regard des propriétés HP1 à HP15 susceptibles de rendre un déchet dangereux. Pour cette caractérisation, l'exploitant fait à minima analyser leur teneur en éléments polluants

mentionnés dans les présentes prescriptions

(Mercure, Nickel, Plomb, composés Bromés), les retardateurs de flamme bromés et tout autre polluant dont les polluants organiques persistants (Substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019) susceptibles de perturber la qualité des matières et rejets générés par le procédé de traitement thermique.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les résultats des contrôles qu'il réalise pour respecter les critères susvisés.

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder aux frais de l'exploitant à tout moment à des prélèvements inopinés ou non, à des analyses nécessaires à leur caractérisation et à la détermination de leur teneur en éléments et substances (le cas échéant à des spéciations de substances) par un laboratoire indépendant et à une caractérisation en dangerosité par un bureau d'étude compétent de tous les déchets présents sur le site.

Constats :

Analyse de l'inspection des installations classées :

Périmètre de l'analyse : Cartes électroniques

L'inspection a suivi le cheminement d'un lot depuis la commande jusqu'à sa caractérisation à réception et à son acceptation :

Pour chaque commande, le service commercial fait remplir au client une grille descriptive des différents types et quantités de circuits imprimés contenues dans le lot proposé en fonction de types acceptés sur son site et décrits dans un catalogue technique. Il propose un tarif associé à chaque lot en fonction de la richesse des cartes et de leur composition sur la base d'une grille tarifaire préétablie en interne. Parfois une visite commerciale est effectuée sur site pour caractériser plus finement le lot à acheter.

Si le lot est acheté, le service commercial crée un dossier par lot comprenant le descriptif du lot (poids total et quantité par type de circuits imprimés) attendu et la grille tarifaire d'achat actée pour le lot.

Le service commercial du site ne procède pas au recueil des informations préalables exigé à l'article 7.1.1.2 « Procédures, conditions d'admission et critères d'acceptabilité des déchets sur le site » de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023. En effet, le service commercial ne dispose pas de la fiche d'identification préalable et donc du code déchet, de la caractérisation en dangerosité, de la description de l'origine des cartes selon le process d'origine ni du type de DEEE (petits appareils ménagers, etc.). De plus, le service commercial ne délivre pas de certificat d'acceptation préalable. La teneur en éléments potentiellement polluants ou le caractère dangereux des cartes électroniques n'est également pas identifié à ce stade.

Proposition de mise en demeure n° 3 :

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 7.1.1.2 « Procédures, conditions d'admission et critères d'acceptabilité des déchets sur le site » de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 13 octobre 2023, qui prescrit :

« Avant d'admettre un déchet sur le site et en vue de vérifier son admissibilité au regard de la liste mentionnée à l'article 7.1.1.1 et des critères définis par les présentes prescriptions à suivre, l'exploitant demande au producteur du déchet, au collecteur ou au détenteur qui lui apporte le déchet une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information comporte à minima les éléments suivants :

- description de sa nature, son apparence physique, sa source et son origine
- description du processus de production du déchet (collecte de DEEE, tri, dépollution de DEEE, broyage, etc.)
- données concernant la composition du déchet et sa caractérisation en dangerosité ou non (le cas échéant, accompagnées des analyses et preuves nécessaires à démontrer sa non dangerosité)
- code du déchet conformément à la décision n° 2000/532/CE du 03/05/00
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de sa gestion et en particulier de l'installation d'entreposage.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.

Pour les déchets de cartes électroniques et autre déchets susceptibles d'être dangereux, l'information est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. »

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions susvisées d'ici le 15 décembre 2024.

À cette fin, l'exploitant doit établir une procédure d'acceptation préalable comprenant les éléments mentionnés à l'article 7.1.1.2 susvisé, dont le résultat est formalisé dans un document d'acceptation préalable qui lui permette de réaliser une caractérisation avant réception des cartes électroniques sur son site qui n'est pas autorisé à recevoir des déchets dangereux.

À réception, le lot fait l'objet :

- d'une pesée et d'une vérification documentaire au poste d'accueil
- d'un passage par un poste de vérification où chaque élément de circuit est classé par type et pesé afin de vérifier la composition du lot. Une fiche descriptive du lot est transmise au service commercial afin de vérifier la conformité du lot à la grille descriptive établie lors de la commande.

Le service commercial procède à l'acceptation du lot s'il est conforme à la grille tarifaire préétablie.

Le bordereau de suivi de déchets émis par le producteur est signé sur Trackdéchets après cette étape de vérification.

Les lots sont ensuite passés au broyeur (le cas échéant, après une étape de dépollution comme le retrait des condensateurs). Un échantillon de chaque lot broyé est prélevé en sortie sur une table d'échantillonnage et fait l'objet d'une analyse de sa teneur en métaux et en Brome.

Le caractère non dangereux des circuits imprimés est vérifié après acceptation du lot par le service commercial et après broyage.

La vérification par l'exploitant de la conformité à l'article 7.1.1.2 susvisé est réalisé après acceptation et uniquement au regard des valeurs limites en brome, mercure, plomb et nickel ce qui n'est pas conforme aux dispositions prévues.

L'exploitant a présenté les résultats des analyses des cartes électroniques, effectuées sur la période s'étendant du 1er novembre 2023 au 23 août 2024 (et a transmis à l'inspection un extrait de ce tableau par courriel confidentiel).

Au regard des seuils d'acceptation des déchets de (ou issus de) cartes électroniques ou circuits imprimés précisés à l'article 7.1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023, les concentrations maximales mesurées par l'exploitant sont les suivantes :

Sur 80 lots :

- un lot présente une valeur en mercure de 0,8 mg/kg supérieure au seuil d'acceptabilité de 0,3 mg/kg (les autres lots présentent une valeur inférieure à 0,2 mg/kg). Ce lot a été néanmoins accepté
- aucun lot ne dépasse les seuils d'acceptation en Nickel, Plomb et Brome fixés par l'arrêté préfectoral susvisé, et présentent les teneurs maximales suivantes :
- Nickel : 1240 mg/kg (seuil d'acceptation de 2250 mg/kg)
- Plomb : 4102 mg/kg (seuil d'acceptation de 6730 mg/kg)
- Brome : 4725 mg/kg (seuil d'acceptation de 9640 mg/kg)

Les lots sont majoritairement conformes aux valeurs limites établies dans le tableau mentionné à l'article 7.1.1.3 « Critères d'acceptabilité des déchets de (ou issus de) cartes électroniques ou circuits imprimés » de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023.

L'exploitant n'a pas encore réalisé la caractérisation annuelle selon les propriétés HP1 à HP15, à faire avant fin octobre 2024, en application de l'article 7.1.1.3 susvisé.

Par courriel du 09 octobre 2024, la Direction Générale de la Prévention des Risques a fait parvenir à l'inspection l'évaluation de danger des cartes électroniques réalisée par la société TERRA pour le compte de l'Eco-organisme Ecosystem et qui lui a été présentée le 24 juin 2024 en présence de l'exploitant. Cette étude met en évidence des natures de cartes électroniques dangereuses en raison de leur teneur en Plomb et/ou en retardateurs de flammes bromés (RFB). Les cartes de flux de PAM (petits appareils ménagers), d'écrans CRT, d'écrans plats et de GEM HF (gros électro-ménager hors froid) contiennent du plomb historiquement utilisé dans les soudures. Les flux de cartes des écrans CRT contiendraient également 5 RFB (PBDE) considérés comme polluants organiques persistants (POP) et seraient à gérer en tant que déchets dit POP.

Cette étude indique que le plomb est présent sous forme métallique (« ...présence de plomb sous forme métallique est également confirmée par la littérature et WEEECYCLING ») et qu'il convient alors de prendre en compte son entrée « Composés du plomb, à l'exception de ceux spécifiés ailleurs dans cette annexe » ce qui revient à retenir un seuil de 3000 ppm pour la dangerosité au regard de la propriété HP10 et 2500 ppm pour la dangerosité au regard de la propriété HP14 conformément à la méthodologie de classement par le calcul recommandée par les experts de l'Ineris. La caractérisation de la propriété HP14 par les tests conclue également à la dangerosité dans la majorité des cas mais néanmoins pour des concentrations en plomb très supérieures aux 6730 ppm fixés par l'arrêté préfectoral.

En ce qui concerne les retardateurs de flamme bromés, cette étude a identifié un seuil de 500 ppm pour considérer que les 5 RFB (4 PBDD et 1 HBCDD) visés par le règlement relatif aux polluants organiques persistant entraînait une classification en dangerosité au regard de la propriété HP14. Mis à part le TBBPA, les autres RFB non visés par le règlement et potentiellement dangereux n'ont pas été recherchés. Aucun RFB n'a fait l'objet d'une classification en dangerosité au regard des propriétés H400 à H412. Cette étude ne démontre pas que le brome se trouve sous forme de Phenoxy-terminated tétrabromobisphenol A carbonate oligomer CAS N° 94334-64-2 tel qu'argumenté dans le dossier de demande d'autorisation de l'exploitant.

Compte tenu des résultats de cette étude, il convient de considérer que le seuil de 3000 mg/kg de plomb dans les broyats de cartes électroniques est indiscutablement classant en dangerosité au regard de la propriété HP10.

En ce qui concerne les RFB et la propriété classante HP14, l'exploitant doit tenir compte des classements opérés par les producteurs de déchets soit 500 mg/kg de PBDD et/ou HBCDD pour les déchets relevant de la responsabilité d'Eco-system.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n° 2 :

Dans la caractérisation annuelle des déchets de cartes électroniques prévue fin octobre 2024 puis les suivantes, l'exploitant devra tenir compte des résultats de cette étude. Un seuil de 0,3 % soit 3000 mg/kg de plomb est à retenir pour le classement en dangerosité au regard de la propriété HP10. En ce qui concerne les RFB, l'exploitant doit procéder à une analyse des 5 RFB POP identifiés dans l'étude Eco-system ainsi qu'à une analyse de la teneur en Phenoxy-terminated tétrabromobisphenol A carbonate oligomer CAS N° 94334-64-2 mentionné dans son dossier de demande d'autorisation.

En ce qui concerne le plomb, la caractérisation devra porter sur l'ensemble des lots reçu depuis fin 2023.

L'analyse et la caractérisation des RFB pourra viser un seul lot de cartes dont le choix sera justifié par l'exploitant. A défaut il pourra retenir les cartes issues d'écran CRT.

Au vu des analyses susvisées, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, sous 2 mois, les résultats de la caractérisation susvisée, l'interprétation des résultats pour statuer sur le caractère dangereux ou non des cartes électroniques, ainsi que les actions mises en œuvre, le cas échéant, afin de ne recevoir que des cartes non dangereuses avec une modification de sa fiche d'acceptation préalable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 Mois

N° 13 : Activité d'affinage thermique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2002, article R. 541-45		
Thème(s) : Risques chroniques Traçabilité des déchets - Utilisation de Trackdéchets		
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.		
Constats : <u>Analyse de l'inspection des installations classées :</u> Concernant le système de gestion électronique des bordereaux de suivi des déchets Trackdéchets : - le compte Weeecycling de SIRET 85357457200014 n'a été créé qu'en mai 2024 sous un profil producteur de déchets - le compte avec lequel l'exploitant admet des déchets (profil : traitement) est celui de la société Electro refining de SIRET 84895859100010 (même adresse et même nom de gérant); - il existe un compte également pour Morphosis de SIRET 50410180900045 mais qui ne semble plus actif. Concernant le client du lot réceptionné lors de la visite de l'inspection, celui-ci a expédié du 04/10/2023 au 27/09/2024 vers les sociétés Morphosis et Electro Refining presque 296 t de déchets sous le code 16 02 16 (opération R4). Seul l'établissement Weeecycling est autorisé à traiter des composants mis au rebus pour la récupération de métaux par traitement thermique.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande d'action corrective n° 10 :</u> L'exploitant doit, sous 1 mois, corriger le profil des établissements qu'il gère dans Trackdéchets afin que le destinataire des déchets mentionnés dans les bordereaux de suivi de déchets soit l'établissement autorisé à les recevoir, c'est-à-dire Weeecycling de SIRET 853 574 572 00014.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 1 Mois		

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 7.3	
Thème(s) : Risques chroniques Sol du bâtiment de fonderie	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'activité porte au maximum sur la fusion de 4,5 t/j de broyats de déchets de cartes électroniques dépolluées et déchiquetées non dangereux ou 4,5 t/j de déchets composés uniquement de métaux ou d'alliages de métaux.</p> <p>La fusion des broyats issus de cartes électroniques et des déchets métalliques est réalisée dans des coulées séparées et indépendantes.</p> <p>Les produits sortants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le métal sous forme de culots dont une partie est transformée en grenaille métallique - le fondant qui est concassé et réinjecté dans le four pour les fontes suivantes ou envoyé à un prestataire externe. <p>7.3.1 Mesures de prévention des pollutions</p> <p>Cette activité de fonderie se déroule exclusivement dans le bâtiment fonderie à l'abri des intempéries, le sol du bâtiment fonderie est en béton et forme rétention (isolée des autres locaux).</p> <p>Le seul usage de l'eau est une fosse de 480 litres destinée au refroidissement de la grenaille.</p> <p>Cette fosse est en béton étanche. Une évacuation en cas de saturation de l'eau de refroidissement en polluant est prévue par un prestataire extérieur.</p>	
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de l'inspection des installations classées :</u></p> <p>L'inspection a constaté que le sol du bâtiment fonderie est en béton mais ne forme pas rétention (absence d'isolement par rapport aux autres locaux)</p> <p>Le dossier de demande d'autorisation environnementale, dans sa version du 07 avril 2023, précise (p. 69/145) que le sol du bâtiment fonderie est en béton et forme rétention (isolée des autres locaux).</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective n° 11 :</u></p> <p>L'exploitant doit intégrer dans le dossier d'autorisation environnementale qu'il compte déposer en novembre 2024, une mise à jour de l'étude de dangers tenant compte que le sol du bâtiment fonderie ne forme pas rétention et proposer des actions correctives le cas échéant.</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 1 Mois	

N° 15 : Dépollution des sols et gestion des terres polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 7.8
Thème(s) : Risques chroniques Plan de gestion
Prescription contrôlée : L'exploitant fournit, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant, un plan de gestion relatif à la pollution des terres situées à proximité des cuves semi-enterrées, établi conformément à la réglementation en vigueur. Les travaux de dépollution sont mis en œuvre en 2024. Le cas échéant, les terres polluées sont dirigées vers des installations dûment autorisées à les recevoir en tant que déchet après caractérisation de leur pollution et de leur dangerosité et information du destinataire au regard de la réglementation déchet conformément à l'article L. 541-7-1 du code de l'environnement.
Constats : <u>Éléments de l'exploitant :</u> Le périmètre de pollution n'est pas connu précisément. Le prestataire a réalisé première semaine de septembre 2024 des analyses pour déterminer précisément le périmètre d'extraction des terres polluées (analyses HCT, HAP, BTEX et piézairs prévus). Le plan de gestion sera fourni mi octobre 2024. L'exploitant a réalisé des analyses en juin 2024 du contenu des cuves enterrées et aucune pollution n'est retrouvée. Suite à l'inspection, l'exploitant a adressé un courrier à l'inspection des installations classées reçu le 09 septembre 2024, le devis signé avec l'entreprise prestataire pour la dépollution des sols. L'exploitant s'engage à réaliser les travaux de dépollution d'ici la fin de l'année 2024 comme requis réglementairement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Mesure du niveau de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques Mesures périodiques des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Les niveaux limites de bruit ne dépassent pas en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure n° 1 (LP NORD)	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure n° 2 (LP NORD-OUEST)	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure n° 3 (LP SUD)	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure n° 4 (LP et ZER SUD-EST)	50 dB(A)	50 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les trois ans.

Constats :

Éléments de l'exploitant :

Par message électronique du 05 août 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de mesures de bruit dans l'environnement effectué par un bureau de contrôle extérieur, les 27 et 28 mai 2024.

Le rapport mentionne que :

- en limite de propriété du site :

Aux points 1,2 et 3, les niveaux sonores mesurés de jour et de nuit sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du site, et au point A, les niveaux sont conformes de nuit et non conformes de jour dû au trafic routier de la départementale D11 et non à l'activité du site.

- en Zone à Émergence Réglementée (ZER) :

Au point A, au niveau de la ZER située au Sud-Est du site, les émergences sonores mesurées sont conformes à l'exigence réglementaire de jour comme de nuit.

Analyse de l'inspection des installations classées :

Un point de mesure dans une ZER est manquant lors de la campagne de mai 2024.

L'exploitant s'est engagé du fait de ce constat à faire réaliser une nouvelle campagne les 04 et 05 septembre 2024.

Par message électronique du 26 septembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de mesures de bruit dans l'environnement du site, mesures réalisées les 04 et 05 septembre 2024.

Le rapport susvisé mentionne un niveau sonore non conforme, en période diurne, au niveau du point 4 (niveau sonore de 52 dB(A) pour un niveau limite réglementaire de 50 dB(A)), qui serait dû, selon le rapport, au trafic routier de la route départementale D11 et non à l'activité du site.

L'émergence (différence entre les niveaux sonores ambiants (installations en fonctionnement) et résiduels (installations à l'arrêt)) mesurée au niveau du point 4 est conforme (inférieure à 5dB(A)).

Du fait de cette non-conformité, l'exploitant précise que plusieurs facteurs concourent à ce dépassement :

1- Lors des mesures de bruit réalisées en 2021, ont été effectuées sur 5 jours dont un week-end, ce qui minimise le niveau de bruit

2- En 2024, les mesures de bruit ont été réalisées sur une base de mesures effectuée sur deux jours en pleine semaine

3- Les mesures effectuées sur le point A' en bordure de la route départementale 11 et situé hors influence du site montrent une variation des niveaux sonores allant de 35 à 80 dB(A).

Aussi, l'exploitant sollicite que le niveau limite réglementaire de bruit au niveau du point de mesure n° 4 soit relevé de 50 dB(A) à 70 dB(A) en périodes diurne.

L'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement prescrit que :

« L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles. Les valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation ne peuvent excéder 70 dB(A) pour période de jour et 60dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite ».

Le point 4 présentant des caractéristiques similaires au point 3 (proximité de la route départementale n° 11), l'inspection des installations classées proposera une modification de l'arrêté préfectoral du site : les niveaux limites de bruit au niveau du point de mesure n° 4 seront relevés à 70 dB(A) pour la période de jour et 60dB(A) pour la période de nuit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 12 :

Lors de la prochaine mesure de bruit à réaliser dans un délai maximal de trois ans, l'exploitant devra faire réaliser une mesure de bruit supplémentaire au niveau d'une zone à émergence réglementée au sud-est du site. Cette mesure avait été réalisée en juin 2021 (point 5) et fournie dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande d'action corrective
Proposition de délais :	30 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 22

Thème(s) : Risques chroniques Mesures de prévention

Prescription contrôlée :

Article 18

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

Article 19

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Article 20

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Article 21

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont

été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Article 22

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Constats :

Éléments de l'exploitant :

L'exploitant a présenté :

- Le rapport du 13 mars 2023 de vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisée en 2023 par un organisme extérieur : mention de deux écarts (les vérifications ont fait apparaître des défauts ou anomalies au niveau des bâtiments 3000 (affinage) et 7000 (tri))
- Le rapport du 05 mars 2024 d'intervention réalisée en interne pour la mise en œuvre des actions correctives réalisées pour la mise en conformité des installations suite au rapport d'intervention du 13 mars 2023 susvisé
- Le rapport du 05 mars 2024 de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre réalisée par un organisme extérieur : absence d'écart, absence d'observation, 100 % des équipements vérifiés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Etiquetage des substances et mélanges classés comme dangereux

Référence réglementaire : Règlement européen du 31/12/2008, article 17	
Thème(s) :	Risques chroniques Etiquetage
Prescription contrôlée : Règles générales 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants : [...] d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19	
Constats : <u>Constats de l'inspection des installations classées</u> : Cf. Demandes de justificatif et d'actions correctives	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande de justificatif n° 3 :</u> L'exploitant doit préciser sous 2 mois à l'inspection si les filtres à manches usagés sont combustibles. <u>Demande d'actions correctives n° 13 :</u> L'exploitant doit apposer, sous 2 mois, les pictogrammes de dangers associés aux cuves de jus neutralisés, et au stockage de batteries Lithium. <u>Demande d'actions correctives n° 14 :</u> Afin d'éviter les effets dominos, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 2 mois, de déplacer la zone de stockage des batteries Lithium afin de le mettre à plus grande distance du bâtiment adjacent, et de ne pas stocker de matière combustible à proximité.	
Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais :	2 Mois